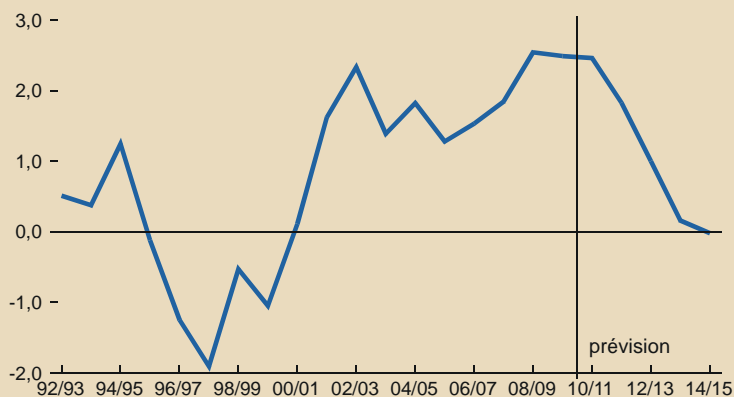


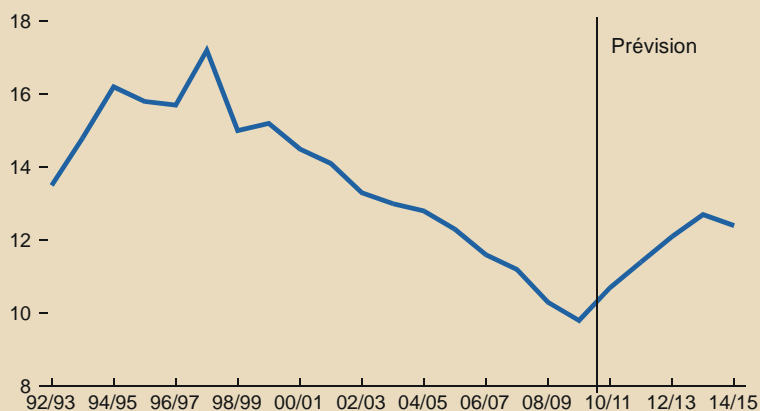


### Dépenses de programmes réelles par habitant (taux de variation annualisée sur 5 ans)



Source : Prévisions provinciales

### Frais de service de la dette (en % des revenus globaux)



Source : Prévisions provinciales

adulte en 2012. Cette taxe générera 180 millions de dollars en 2010-2011 et près de 1 milliard de dollars lorsqu'elle entrera pleinement en vigueur en 2012-2013 (nouveaux revenus contrebalancés par un financement additionnel de la santé). En outre, dans les mois à venir, le gouvernement étudiera la possibilité d'instaurer une franchise santé (par exemple, 25 \$ par visite médicale), mais cette nouvelle mesure n'est pas introduite dans ce budget.

Parmi les autres changements d'orientation majeurs qui permettront de générer des revenus, on trouve une majoration de 1 cent par litre de la taxe sur l'essence jusqu'en 2013 et une augmentation temporaire (jusqu'en 2014) de la taxe compensatoire des institutions financières. Cela dit, les mesures d'accroissement des revenus comprises dans ce budget engendreront une croissance annuelle des revenus de 4,7 % jusqu'en 2014-2015, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne à long terme.

**Les dépenses globales devraient grimper de 3,9 % pour s'établir à 69,5 milliards de dollars en 2010-2011**, les dépenses de programmes augmentant de 2,9 %. Les dépenses de santé et d'éducation enregistreront une solide croissance de 3,7 % et 2,2 % respectivement. Or, des mesures de réduction des coûts sont aussi mises en place, à savoir un gel des salaires de deux ans pour les ministres, un gel des salaires de trois ans pour les

fonctionnaires et une diminution graduelle de 10 % des dépenses de fonctionnement de nature administrative d'ici 2013-2014.

Le gouvernement vise une croissance annualisée des dépenses de programmes de 2,7 % jusqu'en 2014-2015, ou une croissance à peu près nulle en chiffres réels par habitant. Il s'agit d'une restriction moins sévère que celle que nous avons connue au milieu des années 1990 et que celle prévue par la plupart des autres gouvernements provinciaux jusqu'ici cette année.

**Les besoins d'emprunt globaux du Québec seront de 12,9 milliards de dollars en 2010-2011 par rapport à 15,5 milliards de dollars l'année précédente**, mais ils augmenteront encore pour s'établir à 17,9 milliards de dollars en 2011-2012. Les emprunts pour le fonds consolidé de revenu et le fonds de financement s'établiront à 4,9 milliards de dollars et à 4,5 milliards de dollars respectivement, et Financement-Québec empruntera 3,5 milliards de dollars. **La dette brute du Québec grossira de 10,5 milliards de dollars pour s'établir à 170,6 milliards de dollars d'ici la fin de 2010-2011, ou à 54,5 % du PIB.** Elle atteindra un



sommet à 55,1 % à la fin de 2011-2012. Cet accroissement du niveau de la dette fera grimper les frais de service de la dette à 10,7 % des revenus globaux en 2010-2011 et à 12,7 % d'ici 2013-2014, ce qui est inférieur au sommet de 17 % enregistré à la fin des années 1990.

**L'économie du Québec a succombé aux pressions de la récession mondiale**, mais elle a mieux résisté que les économies de l'Ontario et de la plupart des provinces de l'Ouest canadien durant le repli. L'attention est désormais tournée vers la reprise. Ainsi, l'activité manufacturière a commencé à se redresser, les expéditions ayant bondi de près de 20 % par rapport aux creux du milieu de 2009. La construction non résidentielle, soutenue par le programme d'infrastructures sur cinq ans, est également bénéfique. Nous nous attendons à ce que le PIB réel augmente de 2,8 % en 2010 et de 2,9 % en 2011, soit une hausse plus modeste que pour l'ensemble du Canada. Le gouvernement anticipe quant à lui une croissance de 2,3 % et de 2,6 %.

**L'essentiel** : Grâce à une combinaison de hausses de taxes, d'accroissement des revenus et de réduction des dépenses, le gouvernement du Québec fait des progrès substantiels en vue de juguler le déficit d'ici quatre ans. Même s'il reste pour environ 1,5 milliard de dollars de mesures à définir d'ici là, ce budget marque une nette amélioration par rapport au manque à gagner d'il y a quelques mois à peine.

Les informations, opinions, estimations, projections et autres données contenues dans ce document ont été établies à la date indiquée et sont sujettes à changement sans préavis. Certaines des informations, opinions, estimations, projections et autres données figurant ici ont été obtenues auprès de nombreuses sources, et la Banque de Montréal («BMO») et ses sociétés affiliées font tout leur possible pour assurer que le contenu du présent document est fondé sur des sources considérées comme fiables et que les données et les opinions sont complètes et précises. Cependant, BMO et ses sociétés affiliées n'ont effectué aucune vérification indépendante, ne peuvent donner aucune garantie, expresse ou implicite, à cet égard et ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions éventuelles, ni des pertes découlant de l'utilisation des informations, opinions, estimations, projections et autres données contenues dans ce document par le destinataire ou d'autres tiers (y compris, non exclusivement, un client du destinataire ou de l'utilisateur). BMO et/ou ses sociétés affiliées peuvent, en outre, disposer d'information n'y figurant pas. Les informations, opinions, estimations, projections et autres données contenues dans ce document ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'achat des produits et services mentionnés ici, quels qu'ils soient (y compris, non exclusivement, des marchandises, des titres et d'autres instruments financiers), et ne devraient pas être considérées comme telles, pas plus que ces informations, opinions, estimations, projections et autres données ne devraient être considérées comme des conseils en placement ou comme une recommandation en faveur de la conclusion d'une opération, quelle qu'elle soit. Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus directement auprès de BMO ou de sa société affiliée concernée. BMO et/ou ses sociétés affiliées peuvent coter un marché ou effectuer une opération à titre de contrepartiste sur les produits mentionnés ici, quels qu'ils soient (y compris, non exclusivement, des marchandises, des titres et d'autres instruments financiers). BMO, ses sociétés affiliées et/ou leurs actionnaires, dirigeants, administrateurs ou employés respectifs peuvent à l'occasion détenir une position en compte ou à découvert dans lesdits produits (y compris, non exclusivement, des marchandises, des titres et d'autres instruments financiers). BMO Nesbitt Burns Inc. et/ou BMO Capital Markets Corp., filiales de BMO, peuvent par ailleurs assurer des services de conseils financiers ou de prise de forme pour certaines des sociétés mentionnées dans ce document et peuvent recevoir une rémunération à cet effet. «BMO Marchés des capitaux» est un nom commercial utilisé par le groupe Services d'investissement BMO, qui regroupe les divisions responsables des services aux grandes entreprises et aux institutions de la Banque de Montréal, de BMO Nesbitt Burns Inc., de BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd., de BMO Capital Markets Corp. et Harris N.A., et de BMO Capital Markets Limited. AUX RÉSIDENTS DES ÉTATS UNIS : BMO Capital Markets Corp. et/ou BMO Nesbitt Burns Valeurs mobilières Ltée, sociétés affiliées à BMO NB, fournissent ce document aux résidents des États-Unis et endossent la responsabilité de son contenu, à l'exception de ce qui fait référence aux titres de la Banque de Montréal. Tout résident des États-Unis désirant effectuer une opération sur les titres mentionnés dans ce document doit le faire par l'intermédiaire de BMO Capital Markets Corp. et/ou BMO Nesbitt Burns Valeurs mobilières Ltée. AUX RÉSIDENTS DU ROYAUME-UNI : Ce document ne s'adresse pas aux investisseurs résidant au Royaume-Uni, à l'exception des personnes citées dans la Partie VI de la loi intitulée *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2001*.

<sup>MC</sup> «BMO (le médaillon contenant le M souligné) Marchés des capitaux» est une marque de commerce de la Banque de Montréal, utilisée sous licence. © Banque de Montréal.